

POLICY BRIEF GÉNÉRAL DES RÉSULTATS DU SÉNÉGAL

;

;

© 2018, RADI



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108103-001-Sexual abuse and access to justice for rural women in West Africa



Prévalence des violences sexuelles et principales entraves à l'accès à la justice pour les femmes victimes en zones rurales au Sénégal

— RÉSUMÉ DE RECHERCHE



GENDARME

Accueil et
écoute des victimes



Quel est le problème

Au Sénégal, malgré l'existence d'un important arsenal juridico-légal, les violences sexuelles faites aux femmes restent souvent impunies, en particulier en milieu rural, du fait de nombreux obstacles dont les normes sociales, les difficultés d'accès aux instances judiciaires et le fonctionnement du système judiciaire.

Fort de ce constat, le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI), avec l'appui du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), a mené une recherche qui révèle l'ampleur et les formes des violences sexuelles, ainsi que les contraintes d'accès à la justice que rencontrent les femmes victimes.

La recherche met en lumière les causes profondes de l'impunité des violences sexuelles en zones rurales au Sénégal, et précisément dans la région de Kolda, majoritairement peuplée de Peulhs. Les connaissances acquises devront permettre d'élaborer des outils et stratégies efficaces pour permettre un accès amélioré à la justice.



Messages clés

- 14% des femmes interrogées ont été victimes de violences sexuelles, avec un âge médian de 21 ans.
- Seulement 13% des répondants considèrent la justice formelle comme un recours.
- Il n'y a pas de recherche de justice pour la consommation du mariage précoce/forcé et les MGF/Excision, les familles étant les instigatrices.
- Le ministère de la Santé doit (i) initier une modification de la loi qui permettrait aux sages-femmes de délivrer le certificat médical ; (ii) œuvrer à une couverture suffisante, des zones rurales enclavées, en personnel qualifié et structures de santé afin de faciliter la prise en charge des victimes et la constatation du viol.
- L'Assemblée Nationale doit criminaliser le viol et légiférer sur le viol conjugal, la consommation du mariage forcé et la consommation du mariage précoce entre 13 et 16 ans.
- Le Ministère de la Justice doit (i) renforcer le personnel judiciaire en capacités et en nombre, (ii) rendre gratuit les frais de justice pour les victimes (iii) et favoriser une collaboration entre justice formelle et non formelle.

? Comment avons-nous procédé

A travers un cadre d'analyse axé sur le genre, les droits humains et la reddition des comptes et en adoptant une démarche participative et comparative, la recherche a conduit des enquêtes par questionnaires et des entretiens auprès de victimes âgées de 18 ans et plus, de proches de victimes, d'acteurs institutionnels, d'organisations de la société civile, d'organisations communautaires de base, de populations et de leaders communautaires.

La recherche a également exploité les registres judiciaires de Kolda de 2012 à 2016.

Qu'avons-nous découvert ?

Une prévalence inquiétante des violences sexuelles en zones rurales

Sur un échantillon de 330 femmes interrogées, 46 soit 14% ont été victimes de violences sexuelles.

Les registres judiciaires révèlent l'existence d'autres formes de violences sexuelles, dont la plus récurrente est le viol sur mineure de moins de 13 ans, variant entre 50 et 60% des cas enregistrés. Viennent ensuite la pédophilie, le harcèlement sexuel et le viol collectif.

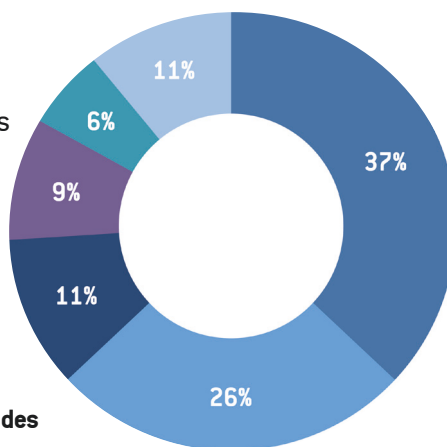
Les victimes interrogées, toutes formes de violences sexuelles confondues, sont essentiellement jeunes, avec un âge médian de 21 ans [68%], peu ou pas instruites [79%].

Du fait de l'importance du mariage précoce, elles sont dans leur écrasante majorité mariées [92%].



68% âgées entre 18 et 29 ans
79% non instruites
92% mariées

Prévalence des violences sexuelles selon le type
(Source : Nos enquêtes 2016)

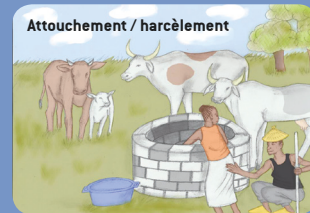


Consommation mariage précoce
Consommation mariage forcé
Viol
MGF/Excision
Viol conjugal
Autres

Un accès à la justice parsemé d'entraves

Les normes sociales, premier obstacle à la dénonciation

La peur de la stigmatisation, de représailles physiques et mystiques, de l'incrédulité, de la culpabilisation constitue, entre autres, la principale cause de la non dénonciation, qui se traduit par le silence des victimes et la dissimulation par les familles. Ces facteurs entraînent également un manque de confiance en la justice.



La justice non formelle, c'est-à-dire coutumière, devient ainsi le premier recours en cas de dénonciation. Cette justice, généralement contrôlée par des acteurs masculins et peu sensible au genre, n'a ni la vocation, ni les moyens de sanction. Elle privilégie la médiation au nom du maintien de la cohésion sociale. En cas de saisine de la justice formelle, les victimes font face à des entraves techniques et structurelles dissuasives.

Des facteurs techniques comme entrave à la saisine de la justice

L'ignorance des procédures de saisine de la justice, l'enclavement des villages, l'éloignement et le déficit de structures et de personnel de santé et judiciaire constituent des freins majeurs à la saisine de la justice. En effet, cette situation rend difficile la constatation à temps du viol par certificat médical dont le coût s'élève à 10 000 F CFA, montant souvent hors de portée de ces populations, et la conservation des preuves. Il s'y ajoute les restrictions sur la compétence habilitée à délivrer le certificat médical, du ressort exclusif du médecin.

Le déficit d'infrastructures, de personnel et de moyens judiciaires constitue également un autre frein majeur. Les services judiciaires sont caractérisés par une répartition inégale sur le territoire national. Par exemple, avec une population de 662 455 habitants (ANSD, 2013¹), la région de Kolda ne compte que quatre postes de Gendarmerie, tous situés en dehors des communes cibles, et trois tribunaux, dont deux d'Instance et une Grande Instance. Avec 4 juges au siège et un juge d'instruction, cette dernière est située dans la ville de Kolda et est la seule habilitée à traiter les infractions pénales. Elle compte également un procureur avec un seul substitut. La région ne compte qu'un seul avocat. Soixante pour cent (60%) des répondants considèrent ces difficultés techniques comme des entraves majeures à l'accès à la justice.

Des entraves inhérentes au cadre juridico-institutionnel

Malgré les sanctions pénales prévues pour les violences sexuelles (à l'exception du viol conjugal et de la consommation du mariage forcé), la recherche a montré un sentiment d'insatisfaction des victimes à l'endroit de la justice.



En cas de viol ou de pédophilie, les peines prévues par le Code de procédure pénale ne sont pas toujours appliquées à cause, entre autres, de la difficulté d'établir les preuves et du recours abusif aux circonstances atténuantes.

En outre, la loi laisse un vide juridique sur la consommation d'un mariage avec une mineure âgée entre 13 et 16 ans. En effet, le code de la famille fixe l'âge du mariage au Sénégal à 18 ans, mais avec possibilité de dérogation pour les filles qui peuvent se marier à 16 ans révolus, avec l'autorisation des parents. Cependant, dans les faits, seule la consommation du mariage sur mineure de moins de 13 ans est punie par la loi.

Les dysfonctionnements dans les procédures judiciaires, un frein à la sanction

L'accueil et l'écoute des victimes, les investigations, le maintien des plaintes souvent retirées et l'accès à l'information des plaignantes souffrent d'insuffisances notoires. A cela s'ajoutent des suspicions de consentement, de provocation ou encore la remise en cause de la parole des victimes.

Enfin, une entrave non moins importante est l'absence d'harmonisation des textes nationaux avec les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits des femmes.



¹ANSD, Direction Des Statistiques Démographiques Et Sociales, Rapport définitif RGPHAE-2013

? Quels sont les changements induits

- La recherche a permis une meilleure connaissance de l'ampleur des violences sexuelles dans les communes cibles de la région de Kolda, leurs formes ainsi que les entraves multiformes à l'accès à la justice des femmes en milieu rural.
- Sous l'égide du RADI, la collaboration entre organisations de défense des droits des femmes et communautés est renforcée grâce, entre autres, à la démarche participative et la mise en place d'alliances locales avec des organisations, l'implication du juge et des autorités locales depuis le début de la recherche.
- Une prise de conscience des populations est aussi notée grâce à la restitution des résultats. L'on peut citer l'exemple de cette matrone qui a confié publiquement qu'« *elle se serait opposée au mariage d'une de ses filles si elle était informée de l'existence d'un âge limite de consommation du mariage* ».
- La législation sur les violences sexuelles est mieux connue : un homme, arguant que « *ce sont les femmes qui provoquent les hommes et qu'il violerait toute femme, même mineure, qui le provoquerait* », a fini par changer d'avis une fois sensibilisé sur les sanctions pénales prévues.

Pour plus d'information :

<https://www.idrc.ca/fr/project/violences-sexuelles-et-acces-la-justice-pour-les-femmes-rurales-en>

Contact :

M. Dame Sall, Secrétaire Général du RADI / ANID

Villa 97, Ngor Virage en face SV CITY, BP 12 085 Dakar - Sénégal
radi@orange.sn - www.radi-afrique.org

Crédit photographique et illustrations : RADI / ANID

Le Ministère de la Justice doit :

- Installer des Maisons de Justice dans les zones enclavées et démunies et renforcer le personnel judiciaire avec la mise au point d'un protocole permettant la constatation des violences sexuelles ;
- Mettre en place un système de prise en charge effective et fonctionnelle des victimes (accueil, écoute, accompagnement, recueil des preuves, etc.) ;
- Rendre gratuits les frais de justice (sommation, avocat, etc.) et « contraindre » les services compétents à assumer leur devoir de rechercher les preuves d'une agression sexuelle ;
- Mener des politiques vigoureuses en matière d'arrestation et de poursuites ainsi que des condamnations appropriées pour garantir l'obligation de répondre de ses actes afin de prévenir et réduire l'impunité des violences sexuelles ;
- Assurer la protection des victimes et des témoins pour les inciter à dénoncer davantage ;
- Former des parajuristes pour l'accompagnement des victimes et de leur famille.

L'Assemblée Nationale doit :

- Criminaliser le viol ;
- Légiférer sur le viol conjugal et la consommation du mariage précoce entre 13 et 16 ans.

Le Ministère de la Santé doit :

- Faciliter aux victimes l'obtention du certificat médical en le rendant gratuit et en assouplissant les restrictions sur les agents habilités à le délivrer ;
- Assurer une meilleure couverture des zones enclavées en structures et personnel qualifié de santé.

Le Ministère de la Femme doit :

- Mettre en place un fonds d'aide aux femmes victimes de violences sexuelles ;
- Avec les autres parties prenantes, finaliser et rendre effectives les Procédures Opérationnelles Standard pour la prévention et la prise en charge des Violences Basées sur le Genre.

Les Ministères de la Santé, de la Justice et de la Femme et les ONG doivent :

- Mener plus d'actions conjointes pour sensibiliser les autorités traditionnelles, qui figurent parmi les principales entraves à la dénonciation et la saisine de la justice ;
- Sensibiliser les chefs de village, représentants de la justice non formelle, pour une collaboration avec la justice formelle en cas d'infraction pénale de nature sexuelle.

Cette publication a été réalisée dans le cadre d'une recherche soutenue par le Centre de Recherches pour le Développement International du Canada (CRDI)



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada